

15.2 Caractéristiques des sociétés et des EI

Au 31 décembre 2016, 4,5 millions d'entreprises (au sens d'**unités légales** productives marchandes) sont actives en France dans les secteurs marchands hors agriculture. Le **secteur d'activité** le plus important est celui du commerce, de la réparation d'automobiles et de motocycles avec 848 000 entreprises (19 % du total), suivi par les activités spécialisées scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien avec 808 000 entreprises (18 %). Les entreprises sans salarié sont 3,2 millions (soit 72 %) et celles qui emploient entre 1 et 9 salariés sont 1,1 million (soit 23 %). Les entreprises de moins de 10 salariés représentent donc 95 % de l'ensemble. Seules 6 300 (0,1 %) emploient 250 salariés ou plus. L'activité principale est l'industrie pour 27 % de ces dernières (25 % pour la seule industrie manufacturière) et le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles pour 17 % d'entre elles.

En 2016, les **entreprises** (au sens du décret d'application n° 2008-1354 de l'article 51 de la loi de modernisation de l'économie - LME) qui exercent leur activité sur le territoire français dans les secteurs marchands hors agriculture et secteur financier dégagent un **chiffre d'affaires hors taxes** de 3 854 milliards d'euros (Md€). Il est principalement réalisé dans le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration (45 %) et dans le secteur industriel (28 %). Les frais

de personnel représentent 738 Md€, dont 31 % dans le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration et 24 % dans l'industrie. La **valeur ajoutée** atteint 1 107 Md€, dont 31 % dans le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration et 24 % dans l'industrie. Les investissements corporels bruts hors apports s'élèvent à 200 Md€, dont 28 % dans l'industrie, 25 % dans le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration et 21 % dans les activités immobilières.

En France, trois entreprises sur quatre exercent leur activité dans les services marchands, une proportion proche de celle pour l'ensemble de l'Union européenne (UE). En revanche, les entreprises de la construction représentent une part plus élevée en France que pour l'ensemble de l'UE (18 % contre 14 %) et les entreprises de l'industrie une part plus faible (8 % contre 10 %). La proportion d'entreprises actives dans les services marchands est la plus élevée pour le Luxembourg (86 %), la Bulgarie (84 %), le Portugal et la Grèce (82 %). Celle d'entreprises actives dans la construction est la plus élevée pour l'Irlande et la Slovaquie (20 %). Celle d'entreprises actives dans l'industrie est la plus élevée pour la République tchèque (19 %), la Slovaquie (16 %) et la Slovénie (15 %). ■

Définitions

Entreprise : plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 de la Loi de modernisation de l'économie-LME).

Unité légale : entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres, ou une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique. Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (Greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGFIP, etc) pour exister. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Valeur ajoutée : solde du compte de production de la comptabilité nationale. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Chiffre d'affaires hors taxes, Éane, excédent brut d'exploitation (EBE), profilage, secteur d'activité, système informatisé du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene) : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Caractéristiques des sociétés et des EI 15.2

Unités légales selon le nombre de salariés et l'activité

en milliers

	2015	2016 ¹						
	Total	0	1 à 9	10 à 49	50 à 99	100 à 249	250 ou plus	Total
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	281,6	169,5	81,4	26,9	3,6	2,8	1,7	285,9
<i>dont industrie manufacturière</i>	<i>245,0</i>	<i>140,1</i>	<i>75,4</i>	<i>25,1</i>	<i>3,4</i>	<i>2,6</i>	<i>1,5</i>	<i>248,1</i>
Construction	589,1	404,9	168,0	23,6	1,3	0,6	0,3	598,7
Commerce, transports, hébergement et restauration	1 246,8	802,1	402,3	63,3	5,8	3,2	1,7	1 278,3
Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	840,9	558,5	247,7	35,6	3,4	2,0	1,1	848,3
Transports et entreposage	115,1	86,5	30,3	9,6	1,3	1,0	0,5	129,2
Hébergement et restauration	290,8	157,1	124,2	18,1	1,1	0,2	0,2	300,9
Information et communication	161,7	129,6	29,1	6,1	0,9	0,5	0,3	166,5
Activités financières et d'assurance	155,9	119,3	40,1	3,8	0,4	0,3	0,4	164,3
Activités immobilières	191,4	162,6	33,5	2,4	0,3	0,3	0,1	199,0
Act. spéc., scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	777,0	625,6	149,7	27,1	3,0	1,8	1,1	808,4
Enseignement, santé humaine et action sociale	602,1	528,9	81,8	13,0	2,9	1,2	0,6	628,4
Autres activités de services	359,6	287,9	71,7	5,5	0,5	0,2	0,1	365,9
Total	4 365,3	3 230,5	1 057,4	171,7	18,6	10,8	6,3	4 495,4

1. Données semi-définitives.

Champ : unités légales productives marchandes hors agriculture (y c. micro-entrepreneurs et sociétés holding). Note : données au 31 décembre.

Source : Insee, REE (Sirene).

Caractéristiques des secteurs marchands par activité en 2016

en milliards d'euros

	Nombre d'entreprises	Salariés en EQTP ¹	Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes	Frais de personnel ²	Excédent brut d'exploitation	Investissements corporels bruts hors apports
Industrie	260 938	2 893 343	1 062	271	178	79	55
<i>dont industrie manufacturière</i>	<i>216 045</i>	<i>2 559 504</i>	<i>908</i>	<i>229</i>	<i>155</i>	<i>59</i>	<i>31</i>
Construction	507 095	1 276 117	277	86	70	13	7
Commerce, transports, hébergement et restauration	1 146 397	4 676 580	1 724	345	228	72	50
<i>dont commerce, réparation d'automobiles et de motocycles</i>	<i>760 010</i>	<i>2 649 899</i>	<i>1 421</i>	<i>216</i>	<i>134</i>	<i>44</i>	<i>20</i>
Information et communication	133 824	718 635	185	86	56	26	11
Activités immobilières	275 371	204 606	86	49	13	29	42
Act. spéc., scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	694 878	1 885 031	358	177	140	33	26
Enseignement, santé humaine et action sociale	616 536	618 243	104	70	37	30	3
Autres activités de services	444 270	317 025	59	22	15	6	4
Total	4 079 309	12 589 580	3 854	1 107	738	289	200

1. Équivalent temps plein. 2. Salaires et charges.

Champ : unités légales et entreprises profilées des secteurs marchands hors agriculture et secteur financier.

Source : Insee, Esane.

Entreprises actives par grand secteur dans l'UE en 2016

en %

	Industrie	Construction	Services ¹	Total en milliers		Industrie	Construction	Services ¹	Total en milliers
Allemagne	11,5	13,8	74,7	2 801,0	Lettonie	10,5	10,1	79,4	116,4
Autriche (p)	8,9	9,7	81,4	406,1	Lituanie	11,2	16,0	72,8	197,3
Belgique	6,3	16,8	76,9	659,4	Luxembourg	2,9	11,5	85,6	32,4
Bulgarie	10,1	5,9	83,9	348,0	Malte ²	8,2	13,3	78,5	32,1
Chypre	10,2	14,0	75,9	52,3	Pays-Bas	5,9	14,5	79,6	1 155,3
Croatie	14,4	12,0	73,6	147,2	Pologne	12,6	15,6	71,8	2 015,5
Danemark	8,7	14,2	77,1	224,9	Portugal	8,7	9,3	82,0	843,7
Espagne	7,1	15,1	77,8	3 026,2	Rép. tchèque	18,6	16,9	64,5	1 037,9
Estonie	10,5	13,1	76,3	85,7	Roumanie	10,6	9,7	79,7	717,4
Finlande	10,4	17,0	72,6	289,6	Royaume-Uni	6,8	14,5	78,6	2 467,4
France	8,3	17,5	74,2	3 559,0	Slovaquie	15,5	19,5	65,0	454,2
Grèce (p)	9,0	8,7	82,4	766,0	Slovénie	15,1	13,6	71,3	143,5
Hongrie	9,5	11,3	79,2	535,5	Suède	8,3	14,4	77,3	758,6
Irlande ²	6,9	20,3	72,8	248,8	UE²	9,8	14,4	75,8	26 545,4
Italie	10,8	13,4	75,7	3 849,6					

1. Services de l'industrie et des services marchands, sauf l'administration d'entreprises. 2. Données 2015.

Champ : entreprises dans l'industrie et les services marchands, sauf les activités des sociétés holding.

Source : Eurostat (extraction du 6 novembre 2018).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Titre de la double-page

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisés ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 17/16 ²		Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 17/16 ²	
		2017	Moyenne annuelle Glissement déc. à déc. ²			2017	Moyenne annuelle Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2	Transport	1 451	3,1	2,8
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1	Achats de véhicules	362	0,7	1,7
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4	Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5	Services de transport	288	2,0	1,1
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7	Communications	285	-4,2	-4,2
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3	Services postaux	17	3,8	3,8
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0
Tabac	188	2,7	6,0	Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0	Loisirs et culture	894	0,3	0,5
Habillement	357	0,1	0,0	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1	Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4	Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2	Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6	Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5	Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9	Éducation	4	1,2	0,6
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1	Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0	Restauration et cafés	587	1,4	1,2
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2	Services d'hébergement	165	2,4	2,0
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2	Autres biens et services	1 341	1,1	1,2
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9	Soins personnels	278	0,3	0,2
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0	Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4	Protection sociale	485	0,9	1,0
Santé	1 063	-0,2	0,5	Assurances	296	2,1	2,3
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7	Services financiers	38	2,5	2,2
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2	Autres services	125	0,9	1,1

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

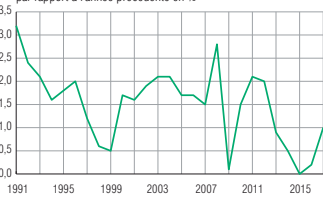
glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	17/16	Baisses	17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecins généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Essence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16		17/16
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Des graphiques d'illustration

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Titre du thème